

PROJET CAMPUS

Le dernier mensonge de la direction ?

Le vote favorable du conseil d'administration de FTV intervenu mardi sur le projet Campus de regroupement des sites parisiens autour du Siège a scellé le sort de l'établissement de Malakoff. Si le calendrier prévu est respecté, Malakoff fermera en 2025.

Malakoff fermera, et rien pour l'heure ne garantit que les équipes (plus de 300 salariés) qui travaillent ensemble actuellement conservent une organisation du travail et des missions identiques une fois installées dans le futur campus. Contrairement au déménagement de 1997, qui avait vu RFO quitter son siège de l'avenue du Recteur Poincaré pour s'installer avec le même effectif rue Danton, cette future migration aura des conséquences sur le collectif de travail. L'entreprise unique est passée par là. Malakoff n'est plus le siège d'une entreprise.

Malakoff est un des 16 sites concernés par ce projet, mais c'est sans doute le seul dont les dirigeants n'ont eu de cesse d'affirmer depuis trois ans aux représentants des personnels que les rumeurs de déménagement étaient « *totalelement infondées* ». Pire, le concept de « dixième station » présentée par la direction il y a quelques semaines encore comme la parade pour rebondir après la fermeture de France Ô, a volé en éclat mercredi 25 juin durant le CSE central. « *Malakoff n'est pas une station* », ont déclaré les représentants de la direction. « *Elle n'a pas d'antenne propre pour justifier ce titre* », ont-ils ajouté.

Dans ces conditions, la question qui se pose est de savoir quels sont les services assurés actuellement par les équipes de Malakoff que la direction prévoit de conserver dans une future direction parisienne dédiée exclusivement au service des stations et de la visibilité des Outre-mer, et quels sont ceux qu'elle entend « *reverser* » avec les équipes du siège dans des pools communs pour lesquels l'Outre-mer serait un « *client* » parmi d'autres.

Inutile de nous présenter cette volte-face comme une occasion de profiter d'opportunités. Les salariés de Malakoff ont déjà eu leur dose « *d'opportunités* » en 2014 avec la fermeture de l'AITV, puis en 2020 avec celle de France Ô. Ils en connaissent les limites et savent quel crédit accorder à la parole de la direction.

Le SNJ ne ménagera pas ses efforts pour préserver les intérêts des salariés de Malakoff et de l'ensemble des sites concernés par ce projet afin que sa mise en œuvre ne débouche pas sur de nouvelles réductions d'effectifs génératrices de dégradation des conditions de travail, d'abandon de missions et de risques psycho-sociaux.

Malakoff, le 2 juin 2022